

Zeitschrift:	Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber:	Union syndicale suisse
Band:	46 (1954)
Heft:	7-8
Artikel:	Les syndicats américains et le fléchissement de l'activité économique
Autor:	Leichter, Otto
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-384868

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

tingenter les importations. Et si l'on manifestait l'intention d'exporter les denrées chères dont il y a excédent, il faudrait alors subventionner les exportations, recourir au dumping, toutes interventions susceptibles de provoquer en chaîne des mesures de rétorsion. En bref, les mesures visant à fixer ou immobiliser les prix, en particulier lorsqu'elles s'appliquent à des biens qui constituent l'essentiel des échanges internationaux, sont incompatibles avec les principes du commerce privé, de la libre entreprise et d'échanges internationaux excluant les discriminations... Limiter les importations de certains produits agricoles aux fins de maintenir des prix que des interventions ont déjà artificiellement portés à un niveau supérieur au niveau mondial ne peuvent qu'entraîner des mesures de rétorsion qui frapperont alors d'autres secteurs de l'agriculture, des secteurs dont la prospérité dépend de l'exportation ou d'un climat favorable aux échanges... Si la fixation des prix agricoles et accompagnée un jour — ce qui paraît inévitable — d'un contingentement des productions, de contrôles à l'importation, de subventionnement des exportations, l'agriculture cessera alors largement d'être un facteur de l'expansion des échanges mondiaux...

Comme on voit, le rapport Randall ne craint pas de prendre le taureau par les cornes et de mettre le doigt sur les problèmes et les difficultés que soulève la politique commerciale d'une nation dont toutes les décisions ont aujourd'hui des répercussions à l'échelle planétaire. Ces problèmes ne sont pas résolus, mais ils sont posés et abordés en face. C'est déjà beaucoup. Nous aurons certainement encore l'occasion de revenir sur les discussions dont ce document fait et fera encore l'objet.

Les syndicats américains et le fléchissement de l'activité économique

Par *Otto Leichter*, New-York

Le fléchissement de l'activité économique aux Etats-Unis a-t-il le caractère d'une crise ou n'est-il qu'une simple « récession », c'est-à-dire un ralentissement qui n'est pas assimilable à une dépression? Ne peut-on pas penser aussi qu'il n'est qu'un simple retour à la normale, succédant au boom des dernières années? Il est difficile de répondre. Dans tous les cas, dans diverses branches industrielles, le recul de la production et des ventes est plus marqué — en particulier dans le secteur des industries de consommation et des charbonnages — que celui qui avait été enregistré en 1949, avant l'éclatement de la guerre de Corée. Cependant, une comparaison avec cette période, si elle révèle des similitudes, attire aussi l'attention sur certaines différences. Comme en 1949, on est en présence d'une

production excédentaire, consécutive à l'accroissement rapide des investissements, de la productivité et de la capacité de production. Par exemple, de 1950 à 1953 la production de l'industrie de l'acier est passée de 100 millions de tonnes par an à 120 millions. Le développement de l'industrie de l'aluminium est plus accusé encore; si le phénomène d'expansion actuellement en cours se poursuit, la capacité de production, en 1955, sera deux fois et demi plus élevée qu'en 1950. Alors que le danger de guerre s'était accru, on a estimé qu'il était indispensable d'augmenter la capacité de production dans deux cents industries environ. Ce programme a été réalisé.

Ce phénomène d'expansion explique la contradiction, étonnante à première vue, entre un degré d'occupation qui reste élevé et une régression de la production. En janvier 1954, les statistiques officielles évaluaient à 59,7 millions le nombre des personnes occupées dans l'économie américaine; à l'exception de 1953 — où ce chiffre s'établissait à 60,8 millions — jamais on n'avait dénombré un tel effectif de travailleurs.

En apparence, le boom se poursuit et le volume de la production demeure considérable. Cependant, si l'on compare l'évolution de la production avec l'accroissement du potentiel industriel, la situation se présente sous un autre aspect. L'industrie de l'acier, où l'expansion a été très marquée, reflète bien la situation présente et ses problèmes. En juillet 1953, sa capacité de production était utilisée à raison de 95%; en décembre, et pour la première fois depuis des années, cette proportion était tombée à moins de 80%; en février, elle n'était plus que de 70%. Mais exprimée en tonnes, la production représente encore de 80 à 90% de la capacité de 1950.

Ces quelques faits expliquent pourquoi le fléchissement de l'activité, bien que l'on dispose de statistiques aussi excellentes que précises, donne lieu à diverses interprétations. Tandis que les uns, les optimistes, en se fondant sur les chiffres absolus, démontrent que la production est toujours élevée, les autres, moins optimistes, opposent cette production au potentiel des entreprises.

Les mêmes remarques valent pour les chiffres relatifs au degré d'occupation et aux effectifs de main-d'œuvre. Ces effectifs sont considérables, encore que l'on ait de sérieuses raisons de douter de leur exactitude. Cette observation vaut tout particulièrement pour les statistiques du chômage. Les syndicats ont été en mesure de démontrer à plusieurs reprises que, dans bien des cas, la diminution du nombre des emplois est plus marquée que l'accroissement du chômage. Les statistiques y relatives ne sont pas suffisamment précises. En voici un exemple: plus de 125 000 agents licenciés par le pouvoir central n'y figurent pas parce qu'ils n'étaient pas assurés contre le chômage. En outre, ces statistiques n'englobent pas les personnes qui cherchent pour la première fois un emploi, c'est-à-dire avant tout les jeunes gens qui sortent des écoles. Dans l'es-

pace d'un an, leur nombre peut être évalué à 700 000. S'ils avaient tous trouvé un emploi et si les entreprises n'avaient procédé à aucun licenciement, l'effectif des personnes occupées en janvier n'aurait pas été inférieur de 1,1 million au regard de janvier 1953, mais plus élevé, au contraire, de 1,8 million.

*Une expansion constante de l'économie américaine
est indispensable*

Comme nous l'avons vu en ce qui concerne la production, le nombre des personnes occupées n'a pas augmenté suffisamment par rapport à l'accroissement du potentiel économique. La capacité de production et la population américaine étant en augmentation constante, toute stabilisation du niveau de la production est assimilable à un recul.

Si donc l'économie américaine n'est pas en expansion *constante*, des perturbations et des restrictions de la production sont inéluctables. Tel est, actuellement, le problème crucial. Il y a quelque analogie entre les phénomènes qui ont provoqué un ralentissement momentané de l'activité en 1948/1949 et ceux qui sont à l'origine de la « récession » d'aujourd'hui. Il convient, cependant, de ne pas perdre de vue qu'au cours des quatre dernières années l'économie américaine s'est développée beaucoup plus rapidement que de la fin de la guerre à 1950.

Entre ces deux « récessions » on note toutefois une autre différence, qui revêt plus d'importance encore. La mise en œuvre du programme de réarmement et l'impulsion donnée à la production et aux affaires par l'éclatement de la guerre de Corée ont eu raison du fléchissement de 1948/1949. Comme on ne saurait souhaiter le retour à un tel « stimulant » et que le gouvernement et les milieux économiques américains admettent que l'activité doit être adaptée plus largement encore à la satisfaction des besoins civils, il serait doublement nécessaire, semble-t-il, de rechercher les moyens propres à arrêter le mouvement de régression et à provoquer une nouvelle expansion des productions de paix.

Ainsi donc, le problème économique essentiel de l'heure se présente autrement que les optimistes ne l'ont esquissé jusqu'à maintenant. Il s'agit non seulement d'adapter l'économie américaine aux productions de paix, mais encore de porter ces dernières à un niveau encore jamais égalé, pour tenir compte à la fois de l'extraordinaire accroissement du potentiel économique et de la forte augmentation des personnes capables et désireuses de travailler. Sans une amplification systématique de la consommation des particuliers et de l'Etat (construction d'écoles, de routes, de canaux, etc.), ce problème ne pourra pas être résolu.

Investissements et consommation

Au cours des dernières années, l'accroissement de la production, ensuite des nécessités stratégiques, a porté surtout sur le secteur des biens d'investissement. Il faut également augmenter les immobilisations de capitaux dans le secteur des biens de consommation et prendre, parallèlement, les mesures propres à accroître le pouvoir d'achat et la demande. On ne voit pas encore ce problème de manière suffisamment claire.

Les syndicats américains, dont les membres sont les premières victimes des fluctuations de l'activité économique, demandent que cette dernière — notamment quand les commandes d'armement diminuent — soit intensifiée en premier lieu par des mesures visant à accroître la consommation. Les syndicats ont insisté d'autant plus fortement sur cette nécessité que la baisse des prix agricoles enregistrée depuis la fin de 1952, puis du pouvoir d'achat dans les régions rurales, a été l'une des premières causes du recul de la production industrielle en particulier dans la fabrication des machines agricoles. Il va sans dire que la baisse des revenus agricoles, de 8% environ en 1953, a freiné l'écoulement d'autres biens de consommation.

Les syndicats américains proposent des mesures propres à intensifier l'activité

Dès le début, les organisations syndicales ont affirmé que seul un accroissement du pouvoir d'achat peut rétablir et garantir le plein emploi. Parallèlement, les pouvoirs publics doivent établir et exécuter un programme de travaux publics: construction de barrages, de routes, d'écoles, d'hôpitaux, etc. Non seulement des travaux de ce genre créeront du travail dans les industries les plus diverses, mais ils auront aussi pour effet d'élever encore le niveau de vie de la nation américaine.

L'amélioration du pouvoir d'achat constitue le point essentiel des revendications syndicales, en particulier du programme en sept points défendu par la Fédération américaine du travail et par le Congress of Industrial Organizations (C. I. O.). Dans les circonstances présentes, il s'agit en premier lieu d'élever le salaire réel des catégories de travailleurs les moins bien payées et d'empêcher qu'il ne tombe au-dessous d'un certain niveau. Les syndicats sont intervenus pour que le Congrès augmente les salaires minimums légaux, qui s'inscrivent actuellement à 75 cents au regard d'un salaire horaire moyen de 1.60 dollar. Si bas que soit encore ce salaire minimum, des millions de travailleurs, dans la prospère Amérique, ne touchent pas davantage; dans certaines régions, maints d'entre eux ont moins encore. L'ancien ministre du travail Martin Durkin, qui, à la suite du conflit qui l'a opposé aux collaborateurs d'Eisenhower, a repris sa place dans les rangs syndicaux, avait proposé de

porter le salaire minimum à 1 dollar (les syndicats demandaient 1.25 dollar). Son successeur a admis la nécessité d'un relèvement immédiat, mais sans articuler de chiffre. Le président Eisenhower, sans tenir compte des propositions de ses deux ministres, a déclaré, dans un message au Congrès, qu'un relèvement des salaires minimums ne s'impose pas pour le moment.

Les mouvements de salaire, le moyen le plus simple dont disposent les syndicats d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, continuent. De nouveaux pourparlers auront lieu prochainement dans l'industrie de l'acier. Il ne paraît cependant pas probable que les syndicats, alors que la capacité de production n'est pas entièrement utilisée, puissent obtenir de substantielles augmentations. (Un nouvel accord est intervenu le 1^{er} juillet dans l'industrie de l'acier. Il assure un relèvement des salaires horaires de 9 cents, ce qui aura toutefois pour conséquence une majoration du prix de l'acier de l'ordre de 3 dollars la tonne.) Cependant, comme il paraît difficile dans les conditions actuelles d'imposer de manière générale des hausses de salaire — les chômeurs représentant encore de 5 à 6% de l'ensemble des personnes occupées et la disparition des heures supplémentaires entraînant dans nombre de branches des diminutions de gain pouvant aller jusqu'à 20% — les syndicats, dans l'industrie de l'automobile notamment, mettent surtout l'accent sur la sécurité sociale: le développement des caisses de pensions, l'amélioration des vacances, le salaire annuel garanti et, en matière de licenciement, l'application stricte du principe de l'ancienneté. Si les efforts qui sont poursuivis actuellement par l'organisation syndicale pour imposer le salaire annuel garanti dans les industries de l'acier et de l'automobile aboutissaient, cela signifierait soit que l'emploi des travailleurs serait garanti pour un an, soit que, en cas de licenciement prématuré, ils continueraient de toucher intégralement leur salaire pour le reste de l'année, par le moyen d'un supplément patronal à l'indemnité de chômage ou d'autre manière. D'autres syndicats visent à obtenir une réduction de la durée du travail avec compensation intégrale du salaire ou paiement au tarif des heures supplémentaires des heures effectuées en plus de la nouvelle durée (réduite) du travail. Les syndicats de la branche de la confection pour dames, l'une des plus puissantes organisations de New-York, tend à obtenir la semaine de trente-cinq heures et le paiement d'un supplément de 50% pour les heures effectuées en plus. Si la « récession » s'aggravait, il est probable que les syndicats multiplieront les revendications visant à réduire les heures de travail sans diminution correspondante du gain hebdomadaire. Au début de l'année toutefois, divers syndicats — celui de l'industrie automobile notamment — ont accepté, pour prévenir des licenciements massifs, que la semaine de travail soit limitée momentanément à quatre jours.

La réduction des charges fiscales, un instrument de la reprise

Aux Etats-Unis, les économistes admettent de manière générale qu'en temps de dépression des allégements fiscaux sont de nature à augmenter le pouvoir d'achat et, partant, à donner une impulsion à l'activité. Cette théorie est d'autant plus actuelle que, lors de la dernière campagne électorale, les républicains ont promis une réduction des charges fiscales. La nation attend aujourd'hui qu'ils tiennent parole.

Les syndicats qui estiment, comme nous l'avons vu, que seule une augmentation du pouvoir d'achat peut accroître la demande et donner une nouvelle impulsion à la marche des affaires, exigent une réduction des charges fiscales en faveur des détenteurs de revenus modestes avant tout. Les démocrates ont proposé que la partie du revenu exonérée d'impôt fût portée de 600 à 800 dollars, puis à 1000 dollars ultérieurement. L'application de cette mesure équivaudrait à une nette amélioration du revenu réel des ouvriers et des employés.

Les républicains, pour lesquels les conceptions du patronat sont déterminantes, sont d'un autre avis. Ils estiment qu'il importe bien davantage d'alléger les charges du capital, ce qui aura pour effet d'accroître les investissements. Les républicains ont donc proposé avant tout une diminution de l'impôt qui frappe les dividendes et une réforme de l'impôt sur le revenu impliquant une sensible diminution des charges de gros revenus.

L'illusion de l'efficacité économique du profit de l'entrepreneur

C'est l'ancienne opposition entre deux théories: celle qui affirme que la perspective de profits nouveaux ouverte à l'industrie est le plus sûr stimulant de l'activité économique et celle, qui a le bon sens pour elle, que l'accroissement du pouvoir d'achat des larges masses populaires est un stimulant plus efficace encore. Les statistiques s'opposent aux statistiques: d'une part, celles qui additionnent les capitaux investis au cours des années de prospérité, de l'autre, celles qui retracent l'élévation des revenus moyens. On songe à l'antique querelle de l'œuf et de la poule: qui, des deux, était là le premier? L'accroissement du pouvoir d'achat a-t-il stimulé la production et les investissements ou, au contraire, est-ce les immobilisations de capitaux qui ont accéléré la production et créé les conditions propices à une amélioration du pouvoir d'achat? Il va sans dire que les républicains donnent le pas à l'efficacité des investissements parce que les allégements fiscaux que cette théorie permet d'accorder au « Big Business » ont pour effet d'augmenter les profits de leurs partisans. Il n'en reste pas moins que c'est illusion de croire que les dépressions économiques peuvent être combattues par des avantages accordés aux capitalistes. Cette illusion explique

la passivité dont l'administration républicaine a fait preuve jusqu'à maintenant en face de l'aggravation de la situation économique. Cette passivité a naturellement contribué à accentuer le fléchissement.

On a perdu des mois précieux. Il est incontestable qu'à l'automne 1953 il aurait été facile d'étoffer la dépression dans l'œuf. Mais plus on attend et plus on aura de peine à freiner ce glissement qui inquiète les syndicats.

*

Il nous paraît intéressant de compléter cet article par quelques considérations plus récentes sur l'évolution de la conjoncture aux Etats-Unis. Bien que la situation se soit quelque peu améliorée, le bulletin de la National City Bank note que le léger redressement qui est intervenu a plus l'aspect d'une stabilisation que d'un redressement. Ce qui importe surtout, pour l'instant, c'est que l'on soit parvenu à empêcher que la « récession » ne mette pas en marche et cette fois dans le sens de la déflation, la spirale des prix et des salaires. Une étude publiée par la *Nouvelle Gazette de Zurich* (Nº 1745, 15 juillet 1954) conclut également à une stabilisation, mais ajoute qu'il ne faut pas perdre de vue que *la situation économique reste instable*. Elle estime, avec l'article précédent, que les stocks doivent être réduits de manière à mettre les distributeurs en mesure de passer de nouvelles commandes à l'industrie. Elle précise que ce but ne pourra être atteint que si le public est à même d'acheter, c'est-à-dire dispose d'un pouvoir d'achat suffisant. De l'avis de la *N. Z. Z.*, le ralentissement de l'activité est dû en grande partie au fait que *la consommation des masses n'augmente pas aussi rapidement que la production et le potentiel économique*. La *N. Z. Z.* arrive à la conclusion que seules des mesures propres à provoquer une augmentation de la demande des masses populaires peut déclencher une nouvelle reprise. On ne saurait mieux confirmer la justesse de la théorie syndicale du pouvoir d'achat.

En Hollande

« Un travail de titan »¹

Par Rosmarie Etter

L'admiration de ce travail de titan se voyait sur chaque visage des quatorze invités de l'Union syndicale néerlandaise, venus de sept différents pays d'Europe, dont la Suisse, qui ont eu l'occasion de passer une journée sur le *polder Nord-Est*².

¹ C'est le titre d'une brochure publiée par l'association «La Hollande à l'étranger» qui renseigne sur «Le barrage et l'assèchement du Zuyderzee».

² On entend, par polder, toute étendue de terre devant être protégée par des digues contre les marées ou les crues des fleuves.